



États financiers consolidés  
31 décembre 2020

# TABLE DES MATIÈRES

## ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

	Page
Rapport de l'auditeur indépendant.....	1
États consolidés du résultat.....	5
États consolidés du résultat global.....	6
États consolidés des variations des capitaux propres.....	7
Bilans consolidés.....	8
États consolidés des flux de trésorerie.....	9
<b>Notes afférentes aux états financiers consolidés</b>	
1 - Description de l'entreprise.....	10
2 - Mode d'établissement.....	10
3 - Principales conventions comptables.....	10
4 - Nouvelles normes comptables adoptées au cours de l'exercice et normes publiées mais non encore en vigueur.....	20
5 - Estimations et jugements comptables critiques.....	21
6 - Information sectorielle.....	23
7 - Charges d'exploitation minière.....	25
8 - Charges administratives.....	25
9 - Charges financières.....	25
10 - Stocks.....	26
11 - Débiteurs.....	26
12 - Biens miniers.....	27
13 - Immobilisations corporelles.....	29
14 - Immobilisations incorporelles.....	30
15 - Créiteurs.....	30
16 - Dette à long terme et marge de crédit.....	31
17 - Passif environnemental.....	32
18 - Contrats de location.....	32
19 - Capitaux propres.....	33
20 - Cumul des autres éléments du résultat global.....	36
21 - Renseignements complémentaires aux états consolidés des flux de trésorerie.....	36
22 - Impôts sur le résultat.....	37
23 - Résultat par action.....	39
24 - Informations concernant le capital.....	39
25 - Engagements.....	39
26 - Instruments financiers.....	40
27 - Transactions entre parties liées.....	42
28 - Événements postérieurs à la date de clôture.....	43



## Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de Ressources Robex Inc.

---

### Notre opinion

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Ressources Robex Inc. et de ses filiales (collectivement, la « Société ») aux 31 décembre 2020 et 2019, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board (IFRS).

### Notre audit

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Société, qui comprennent :

- les états consolidés du résultat pour les exercices clos les 31 décembre 2020 et 2019;
- les états consolidés du résultat global pour les exercices clos à ces dates;
- les états consolidés des variations des capitaux propres pour les exercices clos à ces dates;
- les bilans consolidés aux 31 décembre 2020 et 2019;
- les états consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates;
- les notes afférentes, qui comprennent les principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

---

### Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section *Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés* de notre rapport.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

### Indépendance

Nous sommes indépendants de la Société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada. Nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.  
Place de la Cité, Tour Cominar, 2640, boulevard Laurier, bureau 1700, Québec (Québec) Canada G1V 5C2  
Tél. : +1 418 522-7001, Téléc. : +1 418 522-5663



---

## **Autres informations**

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent du rapport de gestion.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations désignées ci-dessus et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

---

## **Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Société ou de cesser ses activités, ou si elle n'a aucune autre solution réaliste que de le faire.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Société.



---

## Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés, pris dans leur ensemble, sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long du processus. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Société à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;



- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de la Société pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance, entre autres informations, l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes, s'il y a lieu.

L'associé responsable de la mission d'audit au terme de laquelle le présent rapport de l'auditeur indépendant est délivré est Donald Gagné.

*PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.*<sup>1</sup>

Québec (Québec)  
Le 28 avril 2021

---

<sup>1</sup> CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A121191

# ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT DES EXERCICES TERMINÉS LES 31 DÉCEMBRE

(en dollars canadiens sauf indication contraire)

	2020 \$	2019 \$
<b>REVENUS - VENTES D'OR</b>	<b>120 830 189</b>	99 191 841
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Charges d'exploitation minière - note 7	34 465 494	33 456 953
Charges administratives - note 8	16 348 407	11 852 379
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	20 913 370	31 569 072
Coût de la rémunération en options d'achat d'actions - note 19 b)	573 791	881 951
<b>RÉSULTAT OPÉRATIONNEL</b>	<b>48 529 127</b>	21 431 486
<b>AUTRES CHARGES (PRODUITS)</b>		
Charges financières - note 9	1 145 749	2 653 024
Pertes (gains) de change	(193 820)	64 041
Radiation d'immobilisations corporelles et incorporelles	57 341	29 233
Autres produits	(62 490)	(127 608)
Radiation de biens miniers - note 12	---	1 326 186
Autre gain	---	(1 108 739)
<b>RÉSULTAT AVANT L'IMPÔT SUR LE RÉSULTAT</b>	<b>47 582 347</b>	18 595 349
<b>Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat - note 22</b>	<b>2 556 305</b>	(536 140)
<b>RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>45 026 042</b>	19 131 489
<b>ATTRIBUABLE</b>		
Aux actionnaires ordinaires	44 609 088	19 072 196
À la participation ne donnant pas le contrôle	416 954	59 293
	<b>45 026 042</b>	19 131 489
<b>RÉSULTAT PAR ACTION - note 23</b>		
De base	0,076	0,033
Dilué	0,074	0,033

## ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL DES EXERCICES TERMINÉS LES 31 DÉCEMBRE

(en dollars canadiens sauf indication contraire)

	2020	2019
	\$	\$
<b>RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>45 026 042</b>	19 131 489
<b>Autres éléments du résultat global</b>		
Élément susceptible d'être reclassé ultérieurement en résultat net		
Écart de change	5 829 920	(4 318 225)
<b>RÉSULTAT GLOBAL</b>	<b>50 855 962</b>	14 813 264
<b>RÉSULTAT GLOBAL ATTRIBUABLE</b>		
Aux actionnaires ordinaires	50 407 529	14 784 137
À la participation ne donnant pas le contrôle	448 433	29 127
	<b>50 855 962</b>	14 813 264

## ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

Exercices terminés les 31 décembre 2020 et 2019

(en dollars canadiens sauf indication contraire)

	Actionnaires ordinaires				Total	Participation ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Capital-actions	Réserve - options d'achat d'actions	Bénéfices non répartis (déficit)	Cumul des autres éléments du résultat global - note 20			
<b>Solde au 31 décembre 2018</b>	<b>66 734 172</b>	<b>3 352 295</b>	<b>(19 931 484)</b>	<b>6 066 553</b>	<b>56 221 536</b>	<b>695 217</b>	<b>56 916 753</b>
Résultat net de l'exercice	---	---	19 072 196	---	19 072 196	59 293	<b>19 131 489</b>
Autres éléments du résultat global	---	---	---	(4 288 059)	(4 288 059)	(30 166)	<b>(4 318 225)</b>
Résultat global de l'exercice	---	---	19 072 196	(4 288 059)	14 784 137	29 127	<b>14 813 264</b>
Options d'achat d'actions exercées au cours de l'exercice - note 19 a)	116 532	(49 032)	---	---	67 500	---	<b>67 500</b>
Options d'achat d'actions portées en charges au cours de l'exercice - note 19 b)	---	881 951	---	---	881 951	---	<b>881 951</b>
<b>Solde au 31 décembre 2019</b>	<b>66 850 704</b>	<b>4 185 214</b>	<b>(859 288)</b>	<b>1 778 494</b>	<b>71 955 124</b>	<b>724 344</b>	<b>72 679 468</b>
Résultat net de l'exercice	---	---	44 609 088	---	44 609 088	416 954	<b>45 026 042</b>
Autres éléments du résultat global	---	---	---	5 798 441	5 798 441	31 479	<b>5 829 920</b>
Résultat global de l'exercice	---	---	44 609 088	5 798 441	50 407 529	448 433	<b>50 855 962</b>
Dividendes - note 19 c)	---	---	(35 537 967)	---	(35 537 967)	(73 014)	<b>(35 610 981)</b>
Options d'achat d'actions exercées au cours de l'exercice - note 19 a)	4 418 698	(1 677 419)	---	---	2 741 279	---	<b>2 741 279</b>
Options d'achat d'actions portées en charges au cours de l'exercice - note 19 b)	---	573 791	---	---	573 791	---	<b>573 791</b>
<b>Solde au 31 décembre 2020</b>	<b>71 269 402</b>	<b>3 081 586</b>	<b>8 211 833</b>	<b>7 576 935</b>	<b>90 139 756</b>	<b>1 099 763</b>	<b>91 239 519</b>

# BILANS CONSOLIDÉS DES EXERCICES TERMINÉS LES 31 DÉCEMBRE

(en dollars canadiens sauf indication contraire)

	2020	2019
	\$	\$
<b>ACTIF</b>		
<b>ACTIF COURANT</b>		
Trésorerie	8 895 854	13 599 000
Stocks - note 10	13 316 488	10 055 138
Débiteurs - note 11	3 754 189	1 715 666
Charges payées d'avance	175 943	185 373
Dépôts versés	2 012 030	1 330 412
	<b>28 154 504</b>	<b>26 885 589</b>
<b>TVA À RECEVOIR</b>	<b>3 346 714</b>	---
<b>BIENS MINIERIS - note 12</b>	<b>7 935 245</b>	7 111 382
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES - note 13</b>	<b>77 259 852</b>	63 632 476
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES - note 14</b>	<b>77 882</b>	77 875
	<b>116 774 197</b>	<b>97 707 322</b>
<b>PASSIF</b>		
<b>PASSIF COURANT</b>		
Marge de crédit - note 16	1 086 599	---
Créditeurs - note 15	13 765 622	9 226 879
Partie courante de la dette à long terme - note 16	4 288 403	7 186 918
Partie courante des obligations locatives - note 18	202 056	146 963
	<b>19 342 680</b>	<b>16 560 760</b>
<b>DETTE À LONG TERME - note 16</b>	<b>2 211 700</b>	6 073 242
<b>PASSIF ENVIRONNEMENTAL - note 17</b>	<b>423 702</b>	736 272
<b>OBLIGATIONS LOCATIVES - note 18</b>	<b>99 495</b>	182 488
<b>PASSIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ - note 22</b>	<b>3 457 101</b>	1 475 092
	<b>25 534 678</b>	<b>25 027 854</b>
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
Capital-actions - note 19 a)	71 269 402	66 850 704
Réserve d'options d'achat d'actions - note 19 b)	3 081 586	4 185 214
Bénéfices non répartis (déficit)	8 211 833	(859 288)
Cumul des autres éléments du résultat global - note 20	7 576 935	1 778 494
	<b>90 139 756</b>	<b>71 955 124</b>
Participation ne donnant pas le contrôle	1 099 763	724 344
	<b>91 239 519</b>	<b>72 679 468</b>
	<b>116 774 197</b>	<b>97 707 322</b>

Engagements (note 25)

Événements postérieurs à la date de clôture (note 28)

Les notes font partie intégrante des états financiers consolidés.

# ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE DES EXERCICES TERMINÉS LES 31 DÉCEMBRE

(en dollars canadiens sauf indication contraire)

	2020 \$	2019 \$
<b>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS SUIVANTES</b>		
<b>Exploitation</b>		
Résultat net de l'exercice	45 026 042	19 131 489
Ajustements pour		
Charges financières	1 145 749	2 653 024
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	20 913 370	31 569 072
Charge (recouvrement) d'impôt différé sur le résultat	1 788 301	(1 939 798)
Radiation de biens miniers	---	1 326 186
Radiation d'immobilisations corporelles et incorporelles	57 341	29 233
Coût de la rémunération en options d'achat d'actions	573 791	881 951
Variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement - note 21	(1 624 536)	(5 121 273)
Variation de la TVA à recevoir	(3 346 714)	---
Intérêts payés - note 21	(1 067 824)	(2 687 356)
	<b>63 465 520</b>	<b>45 842 528</b>
<b>Investissement</b>		
Variation des dépôts versés	(1 109 028)	35 680
Acquisition de biens miniers	(282 319)	(2 131 646)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(28 789 875)	(16 125 090)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(14 773)	(23 265)
	<b>(30 195 995)</b>	<b>(18 244 321)</b>
<b>Financement</b>		
Remboursement de la dette à long terme	(7 732 748)	(9 618 427)
Dividendes payés	(35 545 366)	---
Variation de la marge de crédit	1 110 942	(105 020)
Versements sur les obligations locatives	(315 429)	(137 507)
Émission d'actions ordinaires	2 741 279	67 500
Remboursement des débentures non convertibles	---	(11 640 000)
	<b>(39 741 322)</b>	<b>(21 433 454)</b>
<b>Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie</b>	<b>1 768 651</b>	<b>11 789</b>
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie</b>	<b>(4 703 146)</b>	<b>6 176 542</b>
<b>Trésorerie au début de l'exercice</b>	<b>13 599 000</b>	<b>7 422 458</b>
<b>Trésorerie à la fin de l'exercice</b>	<b>8 895 854</b>	<b>13 599 000</b>
<b>Impôts payés</b>	<b>1 468 607</b>	<b>736 005</b>

Renseignements complémentaires (note 21)

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2020 et 2019

(en dollars canadiens sauf indication contraire)

## 1 - DESCRIPTION DE L'ENTREPRISE

Ressources Robex Inc. (la « Société ») est une société junior canadienne d'exploitation et d'exploration minière. La Société est entrée en production commerciale sur son gisement de Nampala, situé sur le permis de Mininko, le 1<sup>er</sup> janvier 2017. En plus de ses activités d'exploitation minière, la Société est titulaire de quatre permis d'exploration, tous localisés au Mali, en Afrique de l'Ouest. Ces permis démontrent tous une géologie favorable avec un potentiel pour la découverte de gisements aurifères. L'adresse du siège social est le 437, Grande Allée Est, Québec (Québec), G1R 2J5, Canada.

## 2 - MODE D'ÉTABLISSEMENT

Les présents états financiers consolidés ont été préparés selon les IFRS et ont été approuvés par le conseil d'administration le 28 avril 2021.

## 3 - PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

### Base d'établissement

Les présents états financiers consolidés ont été établis selon le principe de la continuité d'exploitation, en vertu de la convention du coût historique, à l'exception des instruments financiers classés comme étant à la juste valeur.

### Principes de consolidation

Les états financiers consolidés regroupent les états financiers de la Société, ceux de ses filiales ainsi que ceux de African Peak Trading House Limited, dans laquelle la Société a effectué un placement significatif et dont l'ensemble des résultats nets est redistribué à la Société sous forme de dividendes privilégiés. Les filiales de la Société sont Société Robex N'Gary SA dans laquelle la Société détient une participation de 85 %, Ressources Robex Mali S.A.R.L. détenue en propriété exclusive et Nampala SA, dans laquelle la Société détient une participation de 90 %. Ces trois filiales sont toutes situées au Mali. Tous les comptes et opérations intersociétés sont éliminés.

La participation ne donnant pas le contrôle dans les actifs nets des filiales consolidées est présentée comme une composante des capitaux propres séparément de la valeur nette de la Société. La participation ne donnant pas le contrôle représente la participation ne donnant pas le contrôle à la date d'acquisition du regroupement d'entreprises plus la participation ne donnant pas le contrôle dans les changements à la valeur nette depuis la date d'acquisition.

Le résultat global des filiales est attribué aux actionnaires de la Société et aux actionnaires sans contrôle, même si cela entraîne un solde déficitaire pour les parts des actionnaires sans contrôle.

### Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

La monnaie de présentation des états financiers consolidés est le dollar canadien. L'euro est la monnaie fonctionnelle de la Société.

Les états financiers consolidés sont convertis en monnaie de présentation comme suit : les actifs et les passifs sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date du bilan. L'ajustement au titre de la conversion des devises résultant de cette conversion est inclus dans le cumul des autres éléments du résultat global dans les capitaux propres. Les revenus et les charges sont convertis au taux de change en vigueur à la date de la transaction.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2020 et 2019

(en dollars canadiens sauf indication contraire)

### 3 - PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES - (suite)

#### Conversion des transactions en monnaies étrangères

Les transactions libellées en monnaies autres que la monnaie fonctionnelle sont converties dans la monnaie fonctionnelle appropriée de la façon suivante : les actifs et les passifs monétaires sont convertis au taux de change en vigueur à la date du bilan, et les revenus et les charges sont convertis au taux de change en vigueur au moment de la transaction. Les actifs et les passifs non monétaires mesurés au coût historique et libellés en monnaies étrangères sont convertis aux taux d'origine. Les éléments non monétaires mesurés à la juste valeur et libellés en monnaies étrangères sont convertis aux taux en vigueur au moment où la juste valeur a été établie. Les gains ou les pertes de change résultant de cette conversion sont portés en résultat net sous la rubrique « Gains ou pertes de change ».

#### Instruments financiers

Les actifs financiers et les passifs financiers sont comptabilisés lorsque la Société devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument. Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits de recevoir les flux de trésorerie ont expiré ou ont été transférés et que la Société a transféré la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif transféré.

Tous les instruments financiers doivent être évalués à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale. Après la constatation initiale, les actifs et les passifs financiers sont évalués selon leur classification qui dépend du but pour lequel les instruments financiers ont été acquis ainsi que leurs caractéristiques.

L'évaluation des actifs et des passifs financiers est basée selon l'une des classifications suivantes :

##### (a) Actifs et passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net (« JVRN »)

Les instruments financiers classés comme actifs ou passifs à la JVRN sont évalués à la juste valeur à chaque date de bilan, et les changements de juste valeur sont reflétés dans l'état consolidé du résultat dans la période à laquelle les changements ont eu lieu.

##### (b) Actifs et passifs financiers évalués au coût amorti

Les instruments financiers classés comme actifs ou passifs au coût amorti sont initialement évalués à la juste valeur incluant les frais de transaction et sont subséquentement évalués à chaque date de bilan au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Les changements au coût sont reflétés dans l'état consolidé du résultat dans la période à laquelle les changements ont eu lieu.

##### (c) Actifs et passifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (« JVAERG »)

Les instruments financiers classés comme actifs ou passifs à la JVAERG sont initialement évalués à la juste valeur incluant les frais de transaction et sont subséquentement évalués à la juste valeur à chaque date de bilan, et les changements de juste valeur sont reflétés dans l'état consolidé du résultat global dans la période à laquelle les changements ont eu lieu. Aucun reclassement au résultat net n'est permis au moment de la décomptabilisation des actifs et des passifs financiers.

Les actifs financiers au coût amorti de la Société incluent la trésorerie, les débiteurs (hormis les taxes à recevoir) et les dépôts versés. Les actifs financiers au coût amorti sont présentés comme actif courant si le paiement est recevable dans les 12 prochains mois. Autrement, ils sont présentés dans l'actif non courant.

Les passifs financiers au coût amorti de la Société incluent les créditeurs, la marge de crédit, les obligations locatives et la dette à long terme. Les passifs financiers sont classés dans le passif courant si le paiement est exigible dans les 12 prochains mois. Autrement, ils sont présentés dans le passif non courant.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2020 et 2019

(en dollars canadiens sauf indication contraire)

---

### 3 - PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES - (suite)

#### Instruments financiers - (suite)

##### Coûts de transaction

Les coûts de transaction relatifs aux instruments financiers, qui ne sont pas classés comme étant des actifs ou passifs à la JVRN, sont comptabilisés comme un ajustement du coût de l'instrument financier au bilan, au moment de sa comptabilisation initiale. Pour les instruments financiers au coût amorti, ces coûts sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

#### Stocks

La matière extraite des fosses minières est classée comme matière stérile correspondant à des frais de découverte et capitalisée aux immobilisations corporelles ou encore comme stocks de minerai. Le minerai représente la matière qui, au moment de l'extraction, devrait, selon toute attente, être transformée en un produit commercialisable qui sera vendu à profit. Les matières premières sont composées de minerai empilé. Le minerai est accumulé dans des stocks d'empilement qui sont ensuite transformés en or dans une forme commercialisable. L'or en cours de production représentent le doré dans le circuit de traitement dont le processus de production n'est pas terminé et qui n'est pas encore sous une forme commercialisable. Les lingots d'or représentent le produit commercialisable détenu dans un compte métal chez Argor-Heraeus prêt à la vente. Les fournitures représentent des produits de base consommables et d'autres matières premières utilisés dans le processus de production, ainsi que des pièces de rechange et d'autres fournitures d'entretien qui ne sont pas classées comme immobilisations corporelles.

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé sur une base moyenne pondérée et comprend tous les coûts engagés, en fonction de la capacité normale de production, afin d'amener chaque produit à son emplacement et à son état actuel. Le coût des stocks comprend la main-d'oeuvre directe, les frais des sous-traitants, les matériaux, les droits de douane et autres taxes, les frais de transport et une allocation des frais généraux des sites miniers. Au fur et à mesure que le minerai est acheminé à l'usine pour traitement, les coûts sont reclassés hors des stocks en fonction du coût moyen par tonne de minerai stocké.

La Société comptabilise des provisions afin de réduire les stocks à leur valeur nette de réalisation pour refléter les changements dans les facteurs économiques qui ont un impact sur la valeur des stocks et pour refléter les intentions actuelles quant à l'utilisation des stocks de fournitures désuets ou à rotation lente. La valeur nette de réalisation est déterminée par référence au prix du marché en question moins les frais de vente variables applicables. Les provisions comptabilisées reflètent également une estimation des coûts résiduels afin d'amener les stocks à une forme commercialisable. Des provisions sont aussi comptabilisées afin de ramener les fournitures d'exploitation minière à leur valeur de réalisation nette, qui est généralement calculée par référence à leur valeur de récupération ou à leur valeur de rebut, lorsqu'il est établi que les fournitures sont désuètes. Les provisions sont reprises afin de refléter des recouvrements ultérieurs de la valeur nette de réalisation lorsque les stocks sont toujours en main.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2020 et 2019

(en dollars canadiens sauf indication contraire)

### 3 - PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES - (suite)

#### Biens miniers

Les coûts engagés pour les activités qui précèdent l'exploration minière et l'évaluation des ressources minérales, soit tous les coûts engagés avant l'obtention des droits légaux d'explorer un secteur, sont passés en charges immédiatement.

Les coûts d'exploration comprennent les droits dans des biens miniers, payés ou acquis dans le cadre d'une acquisition d'actifs, ainsi que les coûts liés à la recherche de dépôts minéralisés ayant un potentiel économique ou pour obtenir plus d'informations sur les dépôts minéralisés existants.

Les droits miniers sont comptabilisés au coût d'acquisition ou à la juste valeur dans le cas d'une dépréciation causée par une perte de valeur. Les droits miniers et les options pour acquérir des participations indivises dans des droits miniers sont amortis uniquement lorsque ces propriétés sont mises en production. Ces coûts sont radiés lorsque les propriétés sont abandonnées ou lorsque le recouvrement des coûts ou l'accès aux ressources est incertain. Le produit de la vente des biens miniers est comptabilisé en réduction de la valeur comptable et tout excédent ou déficit est comptabilisé comme un gain ou une perte à l'état consolidé du résultat. Dans le cas d'une vente partielle, si la valeur comptable est supérieure au produit de la vente, seules les pertes sont comptabilisées.

Les coûts d'exploration comprennent aussi généralement les coûts associés à la production, à l'échantillonnage, à l'excavation de tranchées, au forage et à d'autres travaux nécessaires à la recherche de minerai comme les études topographiques, géologiques et géophysiques. En règle générale, la capitalisation des dépenses relatives aux activités d'exploration commence lorsqu'il est plus probable qu'improbable que des avantages économiques futurs seront réalisés. L'évaluation de la probabilité est fondée sur des facteurs tels que le niveau de l'exploration et le degré de confiance de la direction dans le corps minéralisé.

Les coûts d'exploration et d'évaluation reflètent les coûts liés à l'établissement de la viabilité technique et commerciale de l'extraction d'une ressource minérale identifiée par l'exploration ou acquise par suite d'un regroupement d'entreprises ou d'une acquisition d'actifs. Les coûts d'exploration et d'évaluation incluent le coût pour :

- établir le volume et la teneur des dépôts par des activités de forage carotté, d'excavation de tranchées et d'échantillonnage dans un corps minéralisé qui est classé comme étant une ressource minérale ou une réserve prouvée et probable;
- déterminer les méthodes optimales d'extraction et les procédés métallurgiques et de traitement;
- les études relatives à l'arpage, au transport et aux besoins d'infrastructures;
- les activités relatives aux permis; et
- les évaluations économiques visant à déterminer si le développement de la matière minéralisée est commercialement justifié, y compris des études d'évaluation préliminaire, de préfaisabilité et de faisabilité finale.

Les coûts d'exploration et d'évaluation sont capitalisés si la direction détermine qu'il existe des preuves suffisantes pour étayer la probabilité de générer des retombées économiques positives dans le futur. Lorsqu'un projet entre en phase de développement, les coûts d'exploration et d'évaluation sont capitalisés dans les biens miniers. Si une activité d'exploration ne s'avère pas viable, tous les coûts irrécupérables du projet sont radiés. Les coûts d'exploration et d'évaluation comprennent les frais généraux directement attribuables à ces activités.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2020 et 2019

(en dollars canadiens sauf indication contraire)

### 3 - PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES - (suite)

#### Biens miniers - (suite)

##### Perte de valeur

La recouvrabilité des montants figurant comme biens miniers dépend de la découverte de réserves recouvrables sur le plan économique, de la capacité de la Société à obtenir le financement nécessaire pour compléter le développement et de la production rentable future ou du produit de la disposition. Le montant figurant à titre d'intérêts miniers ne représente pas nécessairement la valeur actuelle ou future de ces intérêts miniers.

Les biens miniers sont soumis à un test de dépréciation à la date de clôture lorsque des événements ou des changements de circonstances indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Un test de dépréciation est effectué lorsque les indicateurs de dépréciation surviennent, généralement lorsque l'une de ces circonstances survient :

- Le droit d'exploration dans la zone spécifique expire ou expirera dans un proche avenir et il n'est pas prévu qu'il soit renouvelé;
- Aucune dépense d'exploration et d'évaluation ultérieure dans la zone spécifique n'est prévue au budget ni planifiée;
- Aucune découverte de ressources n'est commercialement viable et la Société a décidé de cesser l'exploration dans la zone spécifique; et
- Un travail suffisant a été réalisé afin d'indiquer que la valeur comptable de la dépense comptabilisée en actif ne sera pas entièrement récupérée.

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un bien minier excède sa valeur recouvrable. Afin d'évaluer la valeur recouvrable, les biens miniers sont regroupés au niveau le plus bas pour lequel il existe des flux de trésorerie séparément identifiables (« unité génératrice de trésorerie » ou « UGT »). La valeur recouvrable d'un bien minier est la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de sortie et sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée en se fondant sur la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs prévus de l'actif ou de l'UGT concerné. Une perte de valeur est comptabilisée pour le montant de la valeur comptable de l'actif excédant sa valeur recouvrable.

La Société évalue les pertes de valeur à chaque date de bilan pour des reprises éventuelles lorsque des événements ou des circonstances le justifient.

#### Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont initialement et subséquemment comptabilisées au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Le coût comprend les frais qui sont directement attribuables à l'acquisition de l'actif. Les éléments de coût ultérieurs sont compris dans la valeur comptable de l'actif ou comptabilisés à titre d'actif distinct, s'il y a lieu, seulement lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs associés à l'actif iront à la Société et que le coût peut être évalué de façon fiable. La valeur comptable d'une immobilisation remplacée est décomptabilisée lors du remplacement.

Les frais de réparation et d'entretien sont passés en charges à l'état consolidé du résultat au cours de la période où ils sont engagés.

La Société ventile le montant initialement comptabilisé pour une immobilisation corporelle en ses parties significatives et amortit séparément chacune de ces parties. Les valeurs résiduelles, la méthode d'amortissement et la durée d'utilité des actifs sont revues chaque année et ajustées au besoin. En cas de changement dans ces estimations, le montant initialement comptabilisé est comptabilisé de manière prospective.

Les coûts liés aux travaux majeurs de reconstruction ou de révision effectués dans le cadre de programmes de maintenance sont inscrits à l'actif lorsqu'il est probable que les travaux permettront d'accroître la capacité de production ou la durée d'utilité de l'actif visé.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2020 et 2019

(en dollars canadiens sauf indication contraire)

### 3 - PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES - (suite)

#### Immobilisations corporelles - (suite)

Les gains et les pertes découlant de la cession d'immobilisations corporelles sont déterminés en comparant le produit de cession à la valeur comptable de l'actif et sont présentés à l'état consolidé du résultat.

#### Coûts d'acquisition de propriétés, frais d'exploration et coûts de développement minier

Les coûts engagés relativement aux réserves prouvées et probables mises en valeur et non mises en valeur, et aux ressources probables ne faisant pas partie des réserves, lorsqu'il existe suffisamment de preuves objectives pour étayer une conclusion selon laquelle il est probable que les ressources ne faisant pas partie des réserves seront produites (les « ressources probables ne faisant pas partie des réserves »), sont inclus dans le montant amortissable. L'amortissement est la répartition systématique du montant amortissable d'un actif sur sa durée d'utilité. Le montant amortissable de l'actif correspond à son coût, ou à tout autre montant substitué au coût, diminué de sa valeur résiduelle.

L'amortissement commence au moment de la mise en exploitation commerciale de la propriété et est calculé selon le mode des unités de production sur la durée prévue d'exploitation de la mine, en fonction du nombre estimatif d'onces d'or récupérables. Le nombre estimatif d'onces d'or récupérables comprend les réserves prouvées et probables ainsi qu'une partie des ressources indiquées.

Les frais d'exploration engagés à l'égard d'une propriété en exploitation sont inscrits à l'actif dans les immobilisations corporelles et amortis en fonction du nombre estimatif d'onces d'or récupérables dans la zone de ressources visée.

#### Matériel relatif à l'exploitation minière

Le matériel relatif à l'exploitation minière est inscrit au coût et amorti, déduction faite de la valeur résiduelle, selon le mode des unités de production sur la durée prévue d'exploitation de la mine, en fonction du nombre estimatif d'onces d'or récupérables ou selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée prévue d'exploitation de la mine. Par ailleurs, si la durée d'utilité prévue de l'actif est inférieure à celle du gisement, son amortissement est basé sur sa durée d'utilité prévue.

#### Bâtiments et aménagements de bureaux

Les bâtiments et aménagements de bureaux sont inscrits au coût et amortis, déduction faite de la valeur résiduelle, selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée prévue d'exploitation de la mine ou selon la méthode de l'amortissement dégressif aux taux de 20 %. Par ailleurs, si la durée d'utilité prévue de l'actif est inférieure à celle du gisement, son amortissement est basé sur sa durée d'utilité prévue.

#### Outillage, équipements et matériel roulant

L'outillage, les équipements et le matériel roulant comprennent le matériel de communication ainsi que le matériel informatique et sont inscrits au coût. L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement dégressif aux taux de 20 % ou de 30 %. L'amortissement est comptabilisé à l'état consolidé du résultat.

#### Équipements d'exploration

L'amortissement des équipements d'exploration est capitalisé aux biens miniers en fonction de la politique de capitalisation des biens miniers. L'amortissement des immobilisations corporelles liées aux coûts de développement minier est capitalisé aux coûts de développement minier. Ces montants seront portés à l'état consolidé du résultat par le biais de l'amortissement des immobilisations corporelles suivant leur mise en exploitation (ou suivant la mise en production des biens miniers). Pour les immobilisations corporelles qui ne sont pas liées aux activités d'exploration et de développement, la charge d'amortissement est constatée directement à l'état consolidé du résultat. L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement dégressif aux taux de 20 % ou de 30 %.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2020 et 2019

(en dollars canadiens sauf indication contraire)

### 3 - PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES - (suite)

#### Immobilisations corporelles - (suite)

##### Actifs en cours de construction

Les actifs en cours de construction comprennent les immobilisations corporelles en voie de construction, y compris celles destinées à leur usage propre. Le coût comprend le prix d'achat, ainsi que tout coût directement attribuable à la mise en état de fonctionnement de l'actif en vue de son utilisation prévue. Les actifs en cours de construction sont classés dans la catégorie appropriée d'immobilisations corporelles lorsque les coûts sont engagés. Les actifs en cours de construction sont comptabilisés au coût, diminué de toute perte de valeur comptabilisée, et ne sont pas amortis. Leur amortissement commence uniquement lorsqu'ils sont prêts pour leur utilisation prévue.

##### Frais de découverte

Durant l'exploitation d'une mine à ciel ouvert, il est nécessaire d'engager des coûts pour retirer le mort-terrain et autre matériel stérile pour avoir accès au minerai à partir duquel les minéraux peuvent être exploités économiquement. Le processus d'enlèvement du mort-terrain et autre matériel stérile est appelé la découverte. Les coûts de découverte engagés afin de permettre l'accès initial au corps minéralisé sont capitalisés aux coûts de développement minier et sont amortis au moment où le minerai auquel ces frais sont rattachés est extrait de la fosse et que la mine est considérée en exploitation. Lorsque ces coûts sont directement attribuables au développement d'une catégorie d'immobilisation corporelle, ils y sont comptabilisés.

Il peut aussi s'avérer nécessaire d'enlever du matériel stérile et d'engager des coûts de découverte durant la phase d'exploitation de la mine. La Société comptabilise un actif de découverte si toutes les conditions énoncées ci-dessous sont remplies :

- (i) Il est probable que l'avantage économique futur (un meilleur accès à la composante du gisement) associé à l'activité de découverte ira à la Société;
- (ii) La Société peut identifier la composante du gisement pour laquelle l'accès a été amélioré; et
- (iii) Les coûts liés à l'activité de découverte associée à cette composante peuvent être établis de façon fiable.

La Société évalue initialement l'actif de découverte au coût, en se basant sur le cumul des coûts engagés pour réaliser les travaux de découverte qui améliorent l'accès à la composante identifiée de minerai.

Après la comptabilisation initiale, l'actif de découverte est comptabilisé au coût moins l'amortissement et les pertes de valeur, de la même façon que l'actif existant dont il fait partie.

##### Coûts d'emprunt

Les coûts d'emprunt attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'actifs admissibles sont incorporés au coût de ces actifs, jusqu'à ce qu'ils soient pratiquement prêts pour leur utilisation prévue. Tous les autres coûts d'emprunt sont comptabilisés à titre de charges financières à l'état consolidé du résultat au cours de la période où ils sont engagés.

#### Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont initialement et subséquemment comptabilisées au coût et amorties selon la méthode de l'amortissement dégressif au taux annuel de 30 %.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2020 et 2019

(en dollars canadiens sauf indication contraire)

### 3 - PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES - (suite)

#### Dépréciation des actifs non financiers

Les immobilisations corporelles et les immobilisations incorporelles font l'objet de tests de dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Aux fins de la détermination de leurs valeurs recouvrables, les actifs sont regroupés au plus bas niveau de regroupement pour lequel les flux de trésorerie identifiables sont indépendants des flux de trésorerie d'autres groupes d'actifs (« unité génératrice de trésorerie » ou « UGT »). La valeur recouvrable d'un actif est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de sortie et sa valeur d'utilité (soit la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs attendus de l'actif ou de l'UGT concerné). La perte de valeur comptabilisée correspond à l'excédent de la valeur comptable sur sa valeur recouvrable.

La Société évalue les pertes de valeur qui pourraient faire l'objet de reprises lorsque des événements ou les circonstances le justifient.

#### Provision pour obligations liées à la restauration environnementale

La Société comptabilise les coûts estimatifs des obligations légales et constructives nécessaires à la restauration des emplacements dans la période pendant laquelle l'obligation est engagée avec une augmentation correspondante de la valeur comptable de l'actif connexe. Pour les endroits où les activités minières ont cessé, les changements dans les provisions sont comptabilisés en charges financières à l'état consolidé du résultat. L'obligation est généralement considérée comme ayant été engagée lorsque les actifs miniers sont construits ou le milieu de terrain est perturbé à l'emplacement de production.

Les provisions sont évaluées en fonction de la meilleure estimation par la direction de la charge nécessaire à l'extinction de l'obligation à la fin de la période de présentation de l'information financière, et sont actualisées lorsque l'effet est significatif. La variation de la provision résultant du passage du temps est comptabilisée à titre de charges financières. Les changements dans les hypothèses ou les estimations sont reflétés dans la période au cours de laquelle ils se produisent.

Le passif actualisé est ajusté à la fin de chaque période pour refléter le passage du temps, sur la base d'un taux d'actualisation réel sans risque qui reflète les appréciations actuelles du marché et les changements dans les flux de trésorerie futurs estimatifs sous-jacents à l'obligation.

#### Contrats de location

La Société est une partie à des contrats de location visant des espaces à bureaux et des véhicules.

Les modalités de chaque contrat de location sont négociées au cas par cas et présentent une grande variété de termes et conditions. Les contrats de location ne comportent aucune clause restrictive.

Les contrats de location sont comptabilisés sous la forme d'un actif au titre de droits d'utilisation et d'un passif d'obligation locative correspondant à la date à laquelle l'actif loué est disponible pour utilisation par la Société. Chaque paiement de location est réparti entre le passif et les charges financières. Les charges financières sont imputées au résultat net sur la période du contrat de location de façon à produire un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant du passif pour chaque période. L'actif au titre de droits d'utilisation est amorti sur la durée du contrat de location sur une base linéaire.

#### Actifs au titre de droits d'utilisation

Les actifs au titre de droits d'utilisation sont initialement évalués au coût, ce qui comprend :

- le montant de l'évaluation initiale du passif de location;

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2020 et 2019

(en dollars canadiens sauf indication contraire)

### 3 - PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES - (suite)

#### Contrats de location - (suite)

##### Actifs au titre de droits d'utilisation - (suite)

- les paiements de location versés à la date de début ou avant cette date, déduction faite des avantages incitatifs à la location reçus;
- tous les coûts initiaux directement engagés par la Société; et
- les coûts de restauration.

Après la date d'entrée en vigueur, les actifs au titre de droits d'utilisation sont évalués au coût, déduction faite de tout amortissement cumulé et de toutes les pertes de valeur cumulées, ajusté pour toute réévaluation de l'obligation locative.

##### Obligations locatives

Les obligations locatives sont initialement évaluées à la valeur actualisée des paiements de location qui n'ont pas encore été versés à cette date, ce qui comprend :

- les paiements fixes, déduction faite des incitatifs à la location à recevoir;
- les paiements de location variables qui sont fonction d'un indice ou d'un taux;
- les montants que la Société s'attend à payer en vertu de garanties de valeur résiduelle;
- le prix d'exercice d'une option d'achat si la Société est raisonnablement certaine d'exercer cette option; et
- les pénalités exigées en cas de résiliation d'un contrat de location, si la durée du contrat reflète l'exercice par le preneur de l'option de résiliation du contrat de location.

Les paiements de location sont actualisés en utilisant le taux d'emprunt marginal de la Société, à moins que le taux implicite du contrat de location soit facilement déterminable, auquel cas ce dernier est alors utilisé.

##### Exemptions

La Société a choisi de se prévaloir des exemptions pour les contrats de location dont l'actif sous-jacent est de faible valeur et pour les contrats de location dont la durée ne dépasse pas 12 mois. Les paiements relatifs à de tels contrats de location sont comptabilisés sur une base linéaire et sont passés en charges dans le résultat net.

#### Participations ne donnant pas le contrôle

Les participations ne donnant pas le contrôle représentent les participations dans les capitaux propres des filiales détenues par des parties externes. La quote-part de l'actif net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle est présentée comme une composante des capitaux propres. Leur quote-part du résultat net et des autres éléments du résultat global est comptabilisée directement en capitaux propres même si le solde des résultats des participations ne donnant pas le contrôle est déficitaire.

#### Impôts sur le résultat et impôts différés

La charge d'impôts comprend la charge d'impôt exigible et la charge d'impôt différé. L'impôt est comptabilisé à l'état consolidé du résultat sauf s'il concerne des éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres. Dans ce cas, l'impôt lié est aussi comptabilisé directement aux capitaux propres.

La Société comptabilise les impôts sur le résultat selon la méthode du passif fiscal. Selon cette méthode, les actifs et les passifs d'impôt différé sont établis en tenant compte des écarts temporaires déductibles ou imposables entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs en utilisant les taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur lors des exercices où les actifs seront recouverts et les passifs se régleront.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2020 et 2019

(en dollars canadiens sauf indication contraire)

### 3 - PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES - (suite)

#### Impôts sur le résultat et impôts différés - (suite)

Un actif d'impôt différé n'est comptabilisé que dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur, auquel l'actif pourra être imputé, sera disponible.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont classés dans l'actif et le passif non courant. Ils sont compensés lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôts exigibles et lorsque les actifs et passifs d'impôt différé concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même administration fiscale sur la même entité imposable ou sur des entités imposables différentes qui ont l'intention de régler les soldes sur la base de leur montant net.

#### Régime d'options d'achat d'actions

La Société attribue des options d'achat d'actions aux administrateurs, aux membres de la direction, aux employés et aux fournisseurs de services. Le conseil d'administration offre de telles options avec des durées de vie pouvant aller jusqu'à dix ans, sans période d'acquisition, sauf pour les options d'achat d'actions attribuées au conseiller financier, pour qui les options sont exerçables sur une période de 12 mois à raison de 25 % par trimestre, aux prix déterminés par le conseil d'administration.

La juste valeur des options est évaluée à la date d'attribution, en utilisant le modèle de Black-Scholes, et elle est comptabilisée au cours de l'exercice pendant lequel les bénéficiaires acquièrent les options. La juste valeur est comptabilisée comme une dépense en contrepartie de la « Réserve - options d'achat d'actions ». Le montant comptabilisé comme une dépense est ajusté afin de refléter le nombre d'options d'achat d'actions que l'on prévoit acquérir.

#### Revenus

Les revenus incluent la vente d'or et de sous-produits (argent). La Société vend par l'intermédiaire d'un raffineur. Les ventes sont constatées lorsque les titres juridiques sur les métaux sont transférés à l'acheteur, soit au moment où les métaux sont vendus sur le marché. L'obligation de performance de la Société est remplie à un moment précis, soit lorsque les métaux sont vendus sur le marché. Les revenus de la vente d'or sont constatés au résultat basé sur le prix selon le London Bullion Market en Euro au moment de la vente.

#### Résultat par action

Le résultat de base par action de la période est calculé en fonction du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat dilué par action de la période est calculé en fonction du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice, plus l'effet des actions ordinaires potentielles dilutives en circulation au cours de l'exercice. La méthode du rachat d'actions est utilisée pour déterminer l'effet dilutif des options. Selon cette méthode, le calcul du résultat dilué par action est effectué comme si toutes les actions potentielles dilutives avaient été exercées au plus tard au début de l'exercice ou à la date d'émission, selon le cas, et que les fonds en découlant avaient été utilisés pour acheter des actions ordinaires de la Société à la valeur boursière moyenne des actions participantes au cours de l'exercice.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2020 et 2019

(en dollars canadiens sauf indication contraire)

### 4 - NOUVELLES NORMES COMPTABLES ADOPTÉES AU COURS DE L'EXERCICE ET NORMES PUBLIÉES MAIS NON ENCORE EN VIGUEUR

Les normes et modifications aux normes existantes suivantes ont été publiées, et leur adoption est obligatoire pour les périodes comptables futures.

#### IAS 1 – Présentation des états financiers

Le 23 janvier 2020, l'IASB a publié des modifications à IAS 1, Présentation des états financiers, afin de préciser les exigences en ce qui concerne le classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants. Plus précisément, les modifications précisent que les conditions qui existent à la fin de la période de présentation de l'information financière sont celles qui seront utilisées pour déterminer s'il existe un droit de différer le règlement d'un passif. Les attentes de la direction à l'égard d'événements survenus après la date de l'état de la situation financière, notamment pour déterminer si une clause restrictive sera respectée ou non, ou si un règlement anticipé aura lieu, ne sont pas pertinentes. De plus, les modifications clarifient les situations qui sont considérées comme un règlement d'un passif. La nouvelle directive s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2023. La direction n'a pas encore déterminé l'incidence, le cas échéant, sur la Société.

#### Cadre conceptuel dans les normes IFRS

L'amendement remplace les références au Cadre conceptuel de l'information financière de 2001 par le Cadre conceptuel de l'information financière de 2018 afin de déterminer ce qui constitue un actif ou un passif dans un regroupement d'entreprises, ajoute une nouvelle exception pour certains passifs et passifs éventuels pour lesquels il convient de se reporter à IAS 37 ou à IFRIC 21 plutôt qu'au Cadre conceptuel de 2018 et précise qu'un acquéreur ne doit pas comptabiliser des actifs éventuels à la date d'acquisition. La nouvelle directive s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2022. La direction n'a pas encore déterminé l'incidence, le cas échéant, sur la Société.

#### IAS 16 – Immobilisations corporelles

La modification du produit avant l'utilisation prévue interdit à l'entité de déduire du coût d'une immobilisation corporelle tout produit tiré de la vente d'éléments produits pendant que l'entité prépare l'actif en vue de son utilisation prévue (par exemple, le produit de la vente d'échantillons produits pendant les tests de fonctionnement d'une machine). Elle précise également qu'une entité « teste le bon fonctionnement de l'actif » lorsqu'elle évalue la performance technique et physique de l'actif, et prévoit certaines obligations d'information connexes. La nouvelle directive s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2022. La direction n'a pas encore déterminé l'incidence, le cas échéant, sur la Société.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2020 et 2019

(en dollars canadiens sauf indication contraire)

### 5 - ESTIMATIONS ET JUGEMENTS COMPTABLES CRITIQUES

Les estimations et les hypothèses sont continuellement évaluées et sont fondées sur l'expérience historique ainsi que d'autres facteurs, y compris des attentes à propos d'événements futurs, qui sont jugés raisonnables dans les circonstances. La détermination d'estimations nécessite l'exercice du jugement basé sur diverses hypothèses ainsi que d'autres facteurs tels que l'expérience et les conditions économiques actuelles et prévues. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. La direction estime qu'aucun jugement critique n'est susceptible d'entraîner des ajustements importants aux valeurs comptables des actifs et des passifs.

#### Estimations et hypothèses comptables critiques

La préparation des états financiers conformément aux IFRS exige de la Société qu'elle procède à des estimations et qu'elle formule des hypothèses ayant une incidence sur les montants présentés à titre d'actif et de passif, sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que sur les montants présentés à titre de revenus et de charges au cours de la période de présentation de l'information. La Société procède aussi à des estimations et à des hypothèses pour l'avenir.

#### Dépréciation d'immobilisations corporelles

La capacité de la Société à recouvrer la valeur comptable de ses immobilisations corporelles (incluant les propriétés minières et les frais différés afférents) dépend de la conjoncture sur les marchés des métaux, des ressources minérales associées aux propriétés et des futurs coûts requis pour le recouvrement ultime par le biais d'une exploitation minière ou d'une vente.

Tout changement dans la qualité et la quantité des réserves de minerai et des ressources minérales récupérables, les prix de vente prévus et les charges d'exploitation prévues pourrait avoir une incidence importante sur la juste valeur estimative des actifs miniers, ce qui pourrait mener à des pertes de valeur ou des radiations importantes dans l'avenir.

#### Estimations de réserves de minerai et de ressources minérales

Les réserves de minerai et les ressources minérales représentent des estimations de la quantité de minerai qui peut être économiquement et légalement extrait des propriétés minières de la Société. La Société estime ses réserves de minerai et ses ressources minérales en fonction de renseignements compilés par des personnes qualifiées appropriées en ce qui a trait aux données géologiques et techniques portant sur les dimensions, la profondeur, la forme et la teneur du gisement ainsi que les techniques de production appropriées et les taux de récupération. Une telle analyse exige de faire des jugements géologiques complexes dans l'interprétation des données.

Puisque les hypothèses économiques utilisées peuvent changer et que des renseignements géologiques additionnels sont produits durant l'exploitation d'une mine, les estimations de réserves et des ressources peuvent aussi changer. De tels changements pourraient avoir une incidence sur la situation financière et les résultats de la Société, notamment :

(i) La valeur comptable des immobilisations corporelles pourrait être affectée suivant des changements dans les estimations des flux de trésorerie futurs;

(ii) Les charges d'amortissement à l'état consolidé du résultat pourraient changer lorsque ces charges sont déterminées selon la méthode des unités de production, ou lorsque la durée d'utilité des actifs en question change; et

(iii) Les provisions pour obligations liées à la restauration environnementale pourraient changer - lorsque des changements aux estimations de réserves et de ressources affectent les attentes quant au moment où ces activités auront lieu et le coût associé à ces activités.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2020 et 2019

(en dollars canadiens sauf indication contraire)

### 5 - ESTIMATIONS ET JUGEMENTS COMPTABLES CRITIQUES - (suite)

#### Estimation de la durée d'utilité des immobilisations corporelles

Une portion importante des immobilisations corporelles est amortie selon la méthode des unités de production. Le calcul du taux d'amortissement par unité de production pourrait être affecté dans la mesure où la production d'or réelle dans l'avenir diffère de la production prévue basée sur les réserves prouvées et probables de minerai et les ressources indiquées. Ceci se produit généralement lorsque des changements majeurs sont apportés à l'un ou l'autre des facteurs ou hypothèses utilisés pour estimer les réserves de minerai et les ressources minérales.

La direction estime la durée d'utilité des immobilisations corporelles en fonction de la période au cours de laquelle les actifs devraient être disponibles pour utilisation. Les montants et la durée des charges comptabilisées pour l'amortissement des actifs miniers pour toute période, ainsi que leur valeur recouvrable nette, sont affectés par ces estimations de durée d'utilité. Les estimations sont révisées au moins une fois l'an et sont mises à jour si les attentes changent en fonction de changements dans les réserves de minerai et les ressources minérales, de l'usure physique, de l'obsolescence technique ou commerciale, et d'autres restrictions, juridiques ou autres, à l'utilisation. Il est possible que de tels changements puissent se solder par des changements importants de la durée d'utilité estimative des immobilisations corporelles de la Société dans l'avenir, affectant ainsi l'amortissement et la valeur recouvrable nette de ces actifs.

#### Provision pour obligations liées à la restauration environnementale

Les activités d'exploitation et d'exploration minières de la Société sont assujetties aux lois et aux règlements régissant la protection de l'environnement. La Société constate des montants correspondant aux meilleures estimations de la direction pour les obligations de mise hors service et de restauration dans la période au cours de laquelle ces obligations entrent en vigueur. Les coûts réels engagés dans les périodes futures pourraient différer de manière importante de ces estimations. De plus, les changements futurs aux lois et règlements en matière d'environnement, aux estimations de la durée d'exploitation, et aux taux d'actualisation pourraient affecter la valeur comptable de cette provision. De tels changements pourraient également avoir une incidence sur la durée d'utilité des actifs amortis selon la méthode linéaire, dont les durées d'utilité se limitent à la durée de vie de la mine.

#### Juste valeur des options d'achat d'actions

La Société fait des estimations et formule des hypothèses pour calculer la juste valeur des options d'achat d'actions. Les hypothèses importantes comprennent l'estimation de la volatilité prévue, la durée de vie prévue et le taux prévu du rendement sans risque. Tout changement visant les estimations ou les données d'entrée utilisées pour déterminer la juste valeur pourrait avoir une incidence significative sur les résultats d'exploitation, le passif ou les autres composantes des capitaux propres de la Société dans le futur. Les hypothèses utilisées pour déterminer la juste valeur sont décrites à la note 19 - Capitaux propres.

#### Renouvellement des permis de recherche et d'exploration

La Société fait des estimations relatives au renouvellement par l'État malien des permis de recherche et d'exploration. Le non-renouvellement de ces permis pourrait avoir une incidence importante sur la valeur des biens miniers.

#### COVID-19

Une pandémie mondiale liée à la COVID-19 a été déclarée par l'Organisation mondiale de la Santé en mars 2020, ce qui a engendré des ajustements sur les procédures opérationnelles de la Société. Jusqu'à maintenant, ses opérations n'ont pas été touchées de façon importante. Les répercussions actuelles et attendues sur le commerce mondial ont été et devraient continuer d'être d'une grande portée. À ce jour, à l'échelle planétaire, il y a une volatilité importante des prix des produits de base et des taux de change. De plus, de nombreuses restrictions ont été implantées, y compris les restrictions de voyage et les perturbations de la chaîne d'approvisionnement. À la date de publication de ces états financiers consolidés, il existe une incertitude mondiale significative entourant la COVID-19 et l'étendue et la durée de l'impact qu'elle peut avoir. De ce fait, il n'est pas possible d'estimer de manière fiable la durée et la gravité de ces développements et leurs impacts sur les résultats, la situation financière et les flux de trésorerie de la Société.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2020 et 2019

(en dollars canadiens sauf indication contraire)

### 6 - INFORMATION SECTORIELLE

La Société exerce ses activités d'exploitation et d'exploration au Mali. Les secteurs opérationnels présentés rendent compte de la structure de gestion de la Société et de la manière dont le principal décideur opérationnel de la Société évalue la performance commerciale. La Société évalue la performance de ses secteurs opérationnels principalement en fonction du résultat opérationnel, comme le montrent les tableaux qui suivent.

	Exercice terminé le 31 décembre 2020			
	Exploitation (Nampala, Mali)	Explorations (Mali)	Gestion corporative	Total \$
<b>REVENUS - VENTES D'OR</b>	<b>120 830 189</b>	---	---	<b>120 830 189</b>
Charges d'exploitation minière - note 7	31 550 225	---	---	31 550 225
Redevances minières - note 7	2 915 269	---	---	2 915 269
Charges administratives - note 8	8 808 597	10 779	7 529 031	16 348 407
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	20 849 429	---	63 941	20 913 370
Coût de la rémunération en options d'achat d'actions - note 19 b)	---	---	573 791	573 791
<b>RÉSULTAT OPÉRATIONNEL</b>	<b>56 706 669</b>	<b>(10 779)</b>	<b>(8 166 763)</b>	<b>48 529 127</b>

	Exercice terminé le 31 décembre 2019			
	Exploitation (Nampala, Mali)	Explorations (Mali)	Gestion corporative	Total \$
<b>REVENUS - VENTES D'OR</b>	<b>99 191 841</b>	---	---	<b>99 191 841</b>
Charges d'exploitation minière - note 7	30 646 447	---	---	30 646 447
Redevances minières - note 7	2 810 506	---	---	2 810 506
Charges administratives - note 8	6 361 462	28 600	5 462 317	11 852 379
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	31 497 147	---	71 925	31 569 072
Coût de la rémunération en options d'achat d'actions - note 19 b)	---	---	881 951	881 951
<b>RÉSULTAT OPÉRATIONNEL</b>	<b>27 876 279</b>	<b>(28 600)</b>	<b>(6 416 193)</b>	<b>21 431 486</b>

Les produits de la Société proviennent d'un client. La Société ne dépend pas économiquement d'un nombre limité de clients pour la vente d'or puisque l'or peut être vendu par l'entremise de nombreux négociants sur le marché des matières premières partout dans le monde.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2020 et 2019

(en dollars canadiens sauf indication contraire)

### 6 - INFORMATION SECTORIELLE - (suite)

Les actifs de la Société par secteur sont comme suit :

	Au 31 décembre 2020			
	Exploitation (Nampala, Mali)	Explorations (Mali)	Gestion corporative	Total \$
Trésorerie	3 567 627	70 737	5 257 490	8 895 854
Stocks	13 316 488	---	---	13 316 488
Débiteurs	3 676 205	---	77 984	3 754 189
Charges payées d'avance	157 371	3 615	14 957	175 943
Dépôts versés	1 979 833	---	32 197	2 012 030
TVA à recevoir	3 346 714	---	---	3 346 714
Biens miniers	---	7 935 245	---	7 935 245
Immobilisations corporelles	77 033 029	94 944	131 879	77 259 852
Immobilisations incorporelles	14 546	63 336	---	77 882
	<b>103 091 813</b>	<b>8 167 877</b>	<b>5 514 507</b>	<b>116 774 197</b>

	Au 31 décembre 2019			
	Exploitation (Nampala, Mali)	Explorations (Mali)	Gestion corporative	Total \$
Trésorerie	7 870 445	106 274	5 622 281	13 599 000
Stocks	10 055 138	---	---	10 055 138
Débiteurs	1 657 372	---	58 294	1 715 666
Charges payées d'avance	171 537	3 398	10 438	185 373
Dépôts versés	1 285 052	---	45 360	1 330 412
Biens miniers	---	7 111 382	---	7 111 382
Immobilisations corporelles	63 331 111	117 158	184 207	63 632 476
Immobilisations incorporelles	19 835	58 040	---	77 875
	<b>84 390 490</b>	<b>7 396 252</b>	<b>5 920 580</b>	<b>97 707 322</b>

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2020 et 2019

(en dollars canadiens sauf indication contraire)

### 7 - CHARGES D'EXPLOITATION MINIÈRE

	2020	2019
	\$	\$
Fournitures et services d'exploitation et d'entretien	25 650 438	18 113 865
Carburants	11 689 016	10 183 614
Réactifs	5 273 288	5 928 937
Charges au titre des avantages du personnel	5 793 822	3 791 086
Variation des stocks	(1 453 919)	(304 901)
<i>Moins</i> : Coûts de production capitalisés à titre de frais de découverte	(16 414 575)	(7 813 045)
Frais de transport	1 012 155	746 891
Total des coûts de production	31 550 225	30 646 447
Redevances minières	2 915 269	2 810 506
	34 465 494	33 456 953

### 8 - CHARGES ADMINISTRATIVES

	2020	2019
	\$	\$
Exploitation et exploration	8 819 376	6 390 062
Gestion corporative	7 529 031	5 462 317
	16 348 407	11 852 379

Des montants liés aux salaires de 1 918 603 \$ et de 391 588 \$ sont respectivement inclus dans le poste «Exploitation et exploration» et dans le poste «Gestion corporative» pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020 (1 248 980 \$ et 332 934 \$ respectivement pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019).

### 9 - CHARGES FINANCIÈRES

	2020	2019
	\$	\$
Intérêts sur la dette à long terme	707 153	1 355 207
Intérêts effectifs sur la dette à long terme	78 261	105 568
Intérêts sur la marge de crédit	7 582	41 675
Intérêts sur les obligations locatives	25 710	13 581
Frais bancaires	249 877	187 474
Variation du passif environnemental	77 166	50 249
Intérêts sur les débetures non convertibles	---	899 270
	1 145 749	2 653 024

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2020 et 2019

(en dollars canadiens sauf indication contraire)

### 10 - STOCKS

	2020	2019
	\$	\$
Doré en cours de production	4 648 288	2 878 934
Fournitures et pièces de rechange	8 437 106	6 942 126
Minerai empilé	231 094	217 731
Argent (métaux)	---	16 347
	<b>13 316 488</b>	<b>10 055 138</b>

### 11 - DÉBITEURS

	2020	2019
	\$	\$
TVA à recevoir	3 355 503	1 359 829
Autres taxes à recevoir	381 448	337 477
Autres débiteurs	17 238	18 360
	<b>3 754 189</b>	<b>1 715 666</b>

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2020 et 2019

(en dollars canadiens sauf indication contraire)

### 12 - BIENS MINIERS

	Diangounté (A)	Mininko (B)	Sanoula (C)	Kamasso (D)	Kolomba (E)	Total
Participation indivise	100 %	100 %	100 %	100 %	Non renouvelée	
<b>Droits et titres miniers</b>						<b>\$</b>
Solde au 31 décembre 2018	---	123 557	217 151	23 952	79 493	444 153
Acquisitions	48 234	22 695	22 695	---	---	93 624
Radiations	---	---	---	---	(75 876)	(75 876)
Variation du taux de change	(314)	(8 829)	(15 004)	(1 580)	(3 617)	(29 344)
<b>Solde au 31 décembre 2019</b>	<b>47 920</b>	<b>137 423</b>	<b>224 842</b>	<b>22 372</b>	---	<b>432 557</b>
Variation du taux de change	3 368	9 657	15 803	1 572	---	30 400
<b>Solde au 31 décembre 2020</b>	<b>51 288</b>	<b>147 080</b>	<b>240 645</b>	<b>23 944</b>	---	<b>462 957</b>

#### Frais d'exploration

Solde au 31 décembre 2018	---	3 363 163	1 296 841	332 563	1 256 101	6 248 668
Frais engagés	21 523	1 543 531	21 523	463 874	---	2 050 451
Radiations	---	---	---	---	(1 250 310)	(1 250 310)
Amortissements	1 172	15 994	1 172	10 269	---	28 607
Variation du taux de change	(50)	(271 300)	(85 604)	(35 846)	(5 791)	(398 591)
<b>Solde au 31 décembre 2019</b>	<b>22 645</b>	<b>4 651 388</b>	<b>1 233 932</b>	<b>770 860</b>	---	<b>6 678 825</b>
Frais engagés	40 391	155 715	58 377	39 068	---	293 551
Amortissements	4 311	8 860	3 541	2 655	---	19 367
Variation du taux de change	3 847	331 506	88 916	56 276	---	480 545
<b>Solde au 31 décembre 2020</b>	<b>71 194</b>	<b>5 147 469</b>	<b>1 384 766</b>	<b>868 859</b>	---	<b>7 472 288</b>

#### Total :

Au 31 décembre 2019	70 565	4 788 811	1 458 774	793 232	---	7 111 382
<b>Au 31 décembre 2020</b>	<b>122 482</b>	<b>5 294 549</b>	<b>1 625 411</b>	<b>892 803</b>	---	<b>7 935 245</b>

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2020 et 2019

(en dollars canadiens sauf indication contraire)

### 12 - BIENS MINIERS - (suite)

(A) La Société détient le permis, par l'intermédiaire de sa filiale en propriété exclusive, Ressources Robex Mali S.A.R.L. Ce permis de recherche et d'exploration lui a été octroyé le 26 août 2019. La durée de validité de ce permis est de 13 mois, renouvelable deux fois pour deux ans. Le permis expirera le 27 septembre 2024. Au 31 décembre 2020, le premier arrêté de renouvellement est en cours d'obtention par l'État malien.

La Société est soumise à certaines obligations minimales de travaux d'exploration à engager sur la durée de validité du permis.

(B) Depuis le 30 avril 2007, la Société détient 100 % des titres miniers de cette propriété et le vendeur bénéficiait de redevances NSR (Net Smelter Return) de 2 % sur lesquelles la Société a un droit de premier refus. Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2012, la Société a procédé à l'acquisition de la moitié de ces redevances en contrepartie d'une somme payée en trésorerie de 250 000 \$. Dorénavant, le vendeur bénéficiera de redevances NSR de 1 % sur lesquelles la Société a toujours un droit de premier refus.

Le 8 novembre 2011, la Société a rendu publique une étude de faisabilité confirmant une exploitation rentable possible sur le site de Mininko.

Le 21 mars 2012, la filiale Nampala S.A., détenue à 90 % par la Société, a reçu le permis d'exploitation d'or et de substances minérales relativement à une portion de la propriété de Mininko. Ce permis d'exploitation est valide pour une durée de trente ans.

De plus, lors de l'attribution du permis d'exploitation, l'État malien s'est vu octroyer 10 % des actions de Nampala S.A. à titre gratuit. L'État malien pourrait décider d'acquérir une participation supplémentaire de 10 % à titre onéreux, ce qu'il n'a pas fait à la date de ces états financiers consolidés.

Le 17 septembre 2019, la filiale en propriété exclusive Ressources Robex Mali S.A.R.L. s'est vu octroyer de nouveau ce permis de recherche et d'exploration. La durée de validité de ce permis est de trois ans, renouvelable deux fois pour deux ans. Le permis expirera le 16 septembre 2026.

La Société est soumise à certaines obligations minimales de travaux d'exploration à engager sur la durée de validité du permis.

(C) Depuis le 30 mai 2008, la Société détient 100 % du titre minier par l'entremise de sa filiale Ressources Robex Mali S.A.R.L., filiale en propriété exclusive. Le vendeur bénéficiera de redevances NSR de 2 % sur lesquelles la Société aura un droit de premier refus.

Ce permis de recherche et d'exploration lui a été octroyé de nouveau le 28 août 2019. La durée de validité de ce permis est de trois ans, renouvelable deux fois pour deux ans. Le permis expirera le 27 août 2026.

La Société est soumise à certaines obligations minimales de travaux d'exploration à engager sur la durée de validité du permis.

(D) La Société détient le permis, par l'intermédiaire de sa filiale en propriété exclusive, Ressources Robex Mali S.A.R.L. Ce permis de recherche et d'exploration lui a été octroyé le 19 septembre 2017. La durée de validité de ce permis est de trois ans, renouvelable deux fois pour deux ans. Le permis expirera le 18 septembre 2024. Au 31 décembre 2020, le premier arrêté de renouvellement est en cours d'obtention par l'État malien.

La Société est soumise à certaines obligations minimales de travaux d'exploration à engager sur la durée de validité du permis.

(E) Le permis de recherche et d'exploration de Kolomba est arrivé à échéance le 16 janvier 2020. Étant donné qu'au 31 décembre 2019 la Société avait pris la décision de ne pas renouveler ce permis, un montant de 1 326 186 \$ a été comptabilisé à titre de radiation de biens miniers au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2019.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2020 et 2019

(en dollars canadiens sauf indication contraire)

### 13 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Coûts de développement minier	Bâtiments et aménagements de bureaux	Matériel relatif à l'exploitation minière	Outillages, équipements et matériel roulant	Équipements d'exploration	Total
<b>Coût</b>						\$
Solde au 31 décembre 2018	16 045 061	7 263 337	85 532 394	2 182 396	762 600	111 785 788
Adoption d'IFRS 16	---	320 560	---	---	---	320 560
Acquisitions	1 538 820	1 841 541	12 056 004	1 030 538	---	16 466 903
Radiations <sup>(1)</sup>	---	---	---	(211 244)	---	(211 244)
Variation du taux de change	(1 083 873)	(502 629)	(5 734 510)	(156 567)	(50 307)	(7 527 886)
<b>Solde au 31 décembre 2019</b>	<b>16 500 008</b>	<b>8 922 809</b>	<b>91 853 888</b>	<b>2 845 123</b>	<b>712 293</b>	<b>120 834 121</b>
Acquisitions	8 003 430	3 479 443	17 532 117	1 566 706	---	30 581 696
Modifications d'actifs au titre de droits d'utilisation - note 18	---	---	---	(266 344)	---	(266 344)
Radiations <sup>(1)</sup>	---	(52 885)	(34 155)	(93 448)	---	(180 488)
Variation du taux de change	1 178 510	635 925	6 505 162	202 708	50 064	8 572 369
<b>Solde au 31 décembre 2020</b>	<b>25 681 948</b>	<b>12 985 292</b>	<b>115 857 012</b>	<b>4 254 745</b>	<b>762 357</b>	<b>159 541 354</b>
<b>Amortissement cumulé</b>						
Solde au 31 décembre 2018	2 801 133	2 501 997	20 668 333	1 325 931	655 870	27 953 264
Amortissement	3 369 720	1 171 806	26 727 917	297 781	23 457	31 590 681
Radiations <sup>(1)</sup>	---	---	---	(183 145)	---	(183 145)
Variation du taux de change	(206 385)	(176 909)	(1 643 561)	(88 619)	(43 681)	(2 159 155)
<b>Solde au 31 décembre 2019</b>	<b>5 964 468</b>	<b>3 496 894</b>	<b>45 752 689</b>	<b>1 351 948</b>	<b>635 646</b>	<b>57 201 645</b>
Amortissement	2 851 198	1 345 162	16 340 753	650 000	17 711	21 204 824
Modifications d'actifs au titre de droits d'utilisation - note 18	---	---	---	(162 216)	---	(162 216)
Radiations <sup>(1)</sup>	---	(33 643)	(20 213)	(70 349)	---	(124 205)
Variation du taux de change	426 480	253 438	3 337 813	98 696	45 027	4 161 454
<b>Solde au 31 décembre 2020</b>	<b>9 242 146</b>	<b>5 061 851</b>	<b>65 411 042</b>	<b>1 868 079</b>	<b>698 384</b>	<b>82 281 502</b>
<b>Valeurs nettes :</b>						
Total au 31 décembre 2019	10 535 540	5 425 915	46 101 199	1 493 175	76 647	63 632 476
<b>Total au 31 décembre 2020</b>	<b>16 439 802</b>	<b>7 923 441</b>	<b>50 445 970</b>	<b>2 386 666</b>	<b>63 973</b>	<b>77 259 852</b>
Non amorties						
au 31 décembre 2020 <sup>(2)</sup>	7 145 057	1 228 689	2 794 029	---	---	11 167 775

<sup>(1)</sup> Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020, un montant de 180 488 \$ concernant des aménagements de bureaux, du matériel relatif à l'exploitation minière, des outillages, des équipements et du matériel roulant a été radié des immobilisations corporelles (211 244 \$ concernant des outillages, des équipements et du matériel roulant pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019). Ces équipements avaient été amortis au moment de la radiation pour un montant de 124 205 \$ (183 145 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019).

<sup>(2)</sup> Des immobilisations corporelles d'une valeur comptable de 11 167 775 \$ ne font pas l'objet d'un amortissement parce qu'elles sont soit en cours de développement, de construction ou d'installation au 31 décembre 2020 (4 504 631 \$ au 31 décembre 2019).

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2020 et 2019

(en dollars canadiens sauf indication contraire)

### 14 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

#### Logiciels

#### COÛT

##### Solde au début de l'exercice

Actifs acquis

Radiations <sup>(1)</sup>

Effet de la variation du taux de change

##### Solde à la fin de l'exercice

#### AMORTISSEMENT CUMULÉ

##### Solde au début de l'exercice

Amortissement

Radiations <sup>(1)</sup>

Effet de la variation du taux de change

##### Solde à la fin de l'exercice

#### VALEUR NETTE

	2020	2019
	\$	\$
<b>Solde au début de l'exercice</b>	<b>359 313</b>	371 642
Actifs acquis	14 773	23 265
Radiations <sup>(1)</sup>	(11 625)	(10 913)
Effet de la variation du taux de change	25 319	(24 681)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	<b>387 780</b>	359 313
<b>Solde au début de l'exercice</b>	<b>281 438</b>	292 080
Amortissement	18 934	18 687
Radiations <sup>(1)</sup>	(10 567)	(9 779)
Effet de la variation du taux de change	20 093	(19 550)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	<b>309 898</b>	281 438
<b>VALEUR NETTE</b>	<b>77 882</b>	77 875

<sup>(1)</sup> Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020, un montant de 11 625 \$ des brevets et licences a été radié des immobilisations incorporelles (10 913 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019). Ces brevets et licences avaient été amortis au moment de la radiation pour un montant de 10 567 \$ (9 779 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019).

### 15 - CRÉDITEURS

Fournisseurs

Intérêts courus

Dû à l'État

Comptes à payer à une société détenue par un actionnaire

Autres créditeurs

	2020	2019
	\$	\$
<b>Fournisseurs</b>	<b>9 770 197</b>	6 893 886
<b>Intérêts courus</b>	<b>16 716</b>	88 410
<b>Dû à l'État</b>	<b>365 640</b>	615 541
<b>Comptes à payer à une société détenue par un actionnaire</b>	<b>2 317 787</b>	874 981
<b>Autres créditeurs</b>	<b>1 295 282</b>	754 061
<b>Total</b>	<b>13 765 622</b>	9 226 879

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2020 et 2019

(en dollars canadiens sauf indication contraire)

### 16 - DETTE À LONG TERME ET MARGE DE CRÉDIT

Emprunt bancaire, d'un montant de 11 549 531 \$ (5 000 000 000 francs CFA), intérêts annuels de 7 %, garanti par une hypothèque foncière de premier rang sur le permis d'exploitation d'or et de substances minérales dans la zone de Nampala. Cet emprunt est remboursable mensuellement par versements de 285 018 \$ (119 784 353 francs CFA) incluant capital et intérêts, jusqu'en août 2022 inclusivement.<sup>(1)</sup>

Emprunt bancaire, d'un montant de 3 451 370 \$ (1 500 000 000 francs CFA), intérêts annuels de 7 %, garanti par une hypothèque foncière de troisième rang sur le permis d'exploitation d'or et de substances minérales dans la zone de Nampala. Cet emprunt est remboursable trimestriellement par versements de 297 428 \$ (125 000 000 francs CFA) plus intérêts, jusqu'en octobre 2021 inclusivement.<sup>(1)</sup>

Emprunts entièrement remboursés au cours de l'exercice

*Moins* : Frais de financement reportés d'un montant initial de 291 011 \$ (122 263 500 francs CFA)

*Moins* : Partie courante de la dette à long terme

2020	2019
\$	\$
5 365 654	7 752 979
1 189 711	2 223 166
---	3 410 422
<b>6 555 365</b>	<b>13 386 567</b>
<b>(55 262)</b>	<b>(126 407)</b>
<b>6 500 103</b>	<b>13 260 160</b>
<b>(4 288 403)</b>	<b>(7 186 918)</b>
<b>2 211 700</b>	<b>6 073 242</b>

<sup>(1)</sup> En vertu de ces obligations, la Société s'est engagée à respecter annuellement certaines conditions ainsi que des ratios financiers. Au 31 décembre 2020, la Société respectait tous les ratios financiers exigés.

Les paiements en capital requis au cours des deux prochains exercices sont de 6 555 365 \$.

	\$
2021	4 333 933
2022	2 221 432

#### Marge de crédit

Marge de crédit autorisée d'une banque malienne pour un montant maximal de 1 191 466 \$ (500 000 000 francs CFA), portant intérêt au taux annuel de 8 %, renégociable le 31 juillet 2021.

2020	2019
\$	\$
1 086 599	---

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2020 et 2019

(en dollars canadiens sauf indication contraire)

### 17 - PASSIF ENVIRONNEMENTAL

	2020
	\$
<b>Solde au début de l'exercice</b>	<b>736 272</b>
Variation de la provision à la suite de changements dans les estimations	<b>(443 861)</b>
Charges de désactualisation de l'exercice	<b>77 166</b>
Effet de la variation du taux de change	<b>54 125</b>
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	<b>423 702</b>

Les activités de la Société sont assujetties à diverses lois et réglementations concernant les provisions pour restauration de l'environnement et fermeture pour lesquelles la Société estime les coûts futurs. Ces provisions peuvent être révisées par suite des modifications apportées à ces lois et règlements et de nouvelles informations, comme les changements dans les réserves correspondant à un changement dans la vie de la mine et les taux d'actualisation, les changements dans les coûts estimatifs des activités de remise en état et l'acquisition ou la construction d'une nouvelle mine. La Société constitue une provision selon la meilleure estimation des coûts futurs de remise en état des sites miniers et des installations de production connexes sur une base actualisée.

### 18 - CONTRATS DE LOCATION

Des actifs au titre de droits d'utilisation sont inclus dans les immobilisations corporelles, tel que décrit ci-dessous :

	Bâtiments et aménagements de bureaux	Outillages, équipements et matériel roulant	Total \$
<b>Solde au début de l'exercice</b>	<b>206 056</b>	<b>107 763</b>	<b>313 819</b>
Additions	---	381 885	381 885
Modifications	---	(104 128)	(104 128)
Amortissement	(72 657)	(246 221)	(318 878)
Effet de la variation du taux de change	13 164	6 729	19 893
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	<b>146 563</b>	<b>146 028</b>	<b>292 591</b>

Les passifs liés aux obligations locatives se présentent comme suit:

	2020
	\$
<b>Solde au début de l'exercice</b>	<b>329 451</b>
Additions	<b>381 885</b>
Modifications	<b>(104 129)</b>
Versements durant l'exercice	<b>(315 429)</b>
Effet de la variation du taux de change	<b>9 773</b>
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	<b>301 551</b>
<i>Moins</i> : Partie courante des obligations locatives	<b>(202 056)</b>
	<b>99 495</b>

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2020 et 2019

(en dollars canadiens sauf indication contraire)

### 18 - CONTRATS DE LOCATION - (suite)

Ces passifs ont été évalués à la valeur actuelle des paiements de location résiduels, actualisée en utilisant le taux d'emprunt marginal de la Société ou de ses filiales, soit respectivement 4 % ou 7,38 %. Les contrats de location ne comportent aucune clause restrictive.

### 19 - CAPITAUX PROPRES

#### a) Capital-actions

##### Autorisé

Actions en nombre illimité et sans valeur nominale

Ordinaires

Privilégiées, sans droit de vote, à dividende non cumulatif variable n'excédant pas 14 %, non participantes dans les biens restants, rachetables au prix payé

##### Émis et entièrement payé

**599 119 403 actions ordinaires**

(31 décembre 2019 - 580 259 566 actions ordinaires)

2020	2019
\$	\$
<b>71 269 402</b>	<b>66 850 704</b>

##### Année 2020

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2020, la Société a émis 18 859 837 actions à la suite d'exercices d'options d'achat d'actions pour un montant en trésorerie de 2 741 279 \$. La valeur des options exercées, qui a été reclassée dans le capital-actions, est de 1 677 419 \$.

#### b) Réserve - options d'achat d'actions

En vertu du régime d'options d'achat d'actions, la Société peut attribuer des options à certains administrateurs, dirigeants, employés clés et consultants. Le nombre total d'actions ordinaires du capital-actions de la Société pouvant être émises en vertu du présent régime est 34 770 600 actions. Le nombre total d'actions ordinaires réservées pour la levée d'options en faveur d'un titulaire, qui n'est pas un consultant ou une personne s'occupant des relations avec les investisseurs, ne doit pas représenter, au cours d'une période de 12 mois, plus de cinq pour cent (5 %) des actions ordinaires émises et en circulation de la Société. Au moment de chaque octroi d'options, le conseil d'administration détermine l'échéance et le prix d'exercice de celles-ci et peut décider si elles peuvent être acquises selon un calendrier particulier. L'échéance des options émises ne peut excéder dix ans et le prix d'exercice peut être fixé à un prix escompté. Le nombre total d'options octroyées au cours d'une période de 12 mois aux consultants et aux personnes s'occupant des relations avec les investisseurs ne doit pas excéder 2 % des actions ordinaires émises et en circulation. Enfin, les options octroyées à une personne dont les services sont retenus pour s'occuper d'activités de relations avec les investisseurs sont acquises sur une période de 12 mois, à raison de 25 % par période de trois mois.

Les options d'achat d'actions octroyées par la Société sont réglables en instruments de capitaux propres de la Société.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2020 et 2019

(en dollars canadiens sauf indication contraire)

### 19 - CAPITAUX PROPRES - (suite)

#### b) Réserve - options d'achat d'actions - (suite)

	2020	2019
	\$	\$
Options d'achat d'actions en vigueur	523 248	1 626 876
Options d'achat d'actions échues ou annulées	2 558 338	2 558 338
	<b>3 081 586</b>	<b>4 185 214</b>

Les options d'achat d'actions ont varié comme suit :

	2020		2019	
	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré
En circulation au début de l'exercice	23 000 000	0,11 \$	14 050 000	0,10 \$
Octroyées	3 000 000	0,35 \$	11 700 000	0,13 \$
Exercées	(18 859 837)	0,15 \$	(750 000)	0,09 \$
Annulées ou échues	---	---	(2 000 000)	0,13 \$
En circulation à la fin de l'exercice	<b>7 140 163</b>	<b>0,12 \$</b>	<b>23 000 000</b>	<b>0,11 \$</b>
Pouvant être exercées	<b>7 140 163</b>	<b>0,12 \$</b>	<b>23 000 000</b>	<b>0,11 \$</b>

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020, la moyenne pondérée du prix de l'action lors des exercices des options d'achat d'actions était de 0,37 \$ (0,11 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019).

La juste valeur totale des options d'achat d'actions octroyées au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2020 est de 573 791 \$ (881 951 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019). Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020, un montant de 573 791 \$ est inscrit à titre de coût de la rémunération en options d'achat d'actions (881 951 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019). La juste valeur a été estimée à la date d'octroi selon le modèle d'évaluation du prix des options de Black et Scholes, à l'aide des hypothèses suivantes :

	2020	2019
Taux d'intérêt sans risque	0,32 %	1,51 %
Volatilité prévue	66,50 %	69,60 %
Taux de rendement des actions	0 %	0 %
Durée de vie prévue	5 années	5 années
Prix de l'action	0,35 \$	0,13 \$
Prix d'exercice	0,35 \$	0,13 \$

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2020 et 2019

(en dollars canadiens sauf indication contraire)

### 19 - CAPITAUX PROPRES - (suite)

#### b) Réserve - options d'achat d'actions - (suite)

Le tableau suivant résume certaines informations concernant les options d'achat d'actions de la Société au 31 décembre 2020 :

Prix d'exercice	Options en circulation au 31 décembre 2020		Options pouvant être exercées au 31 décembre 2020	
	Moyenne pondérée de la durée de vie contractuelle restante		Moyenne pondérée de la durée de vie contractuelle restante	
	Nombre	Années	Nombre	Années
0,09 \$	1 450 000	1,5	1 450 000	1,5
0,115 \$	400 000	2,7	400 000	2,7
0,13 \$	5 290 163	3,9	5 290 163	3,9
	<b>7 140 163</b>		<b>7 140 163</b>	

Prix d'exercice	Options en circulation au 31 décembre 2019		Options pouvant être exercées au 31 décembre 2019	
	Moyenne pondérée de la durée de vie contractuelle restante		Moyenne pondérée de la durée de vie contractuelle restante	
	Nombre	Années	Nombre	Années
0,09 \$	10 600 000	2,5	10 600 000	2,5
0,115 \$	700 000	3,7	700 000	3,7
0,13 \$	11 700 000	4,9	11 700 000	4,9
	<b>23 000 000</b>		<b>23 000 000</b>	

#### c) Dividendes

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2020, la Société a déclaré des dividendes extraordinaires pour les actions ordinaires de 0,02 \$ par action ordinaire le 18 mars 2020 et de 0,04 \$ par action le 10 septembre 2020 pour un montant total de 35 537 967 \$ (aucun dividende déclaré pour les actions ordinaires pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019).

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2020 et 2019

(en dollars canadiens sauf indication contraire)

### 20 - CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

	2020	2019
	\$	\$
<b>Écart de change</b>		
Solde au début de l'exercice	1 723 032	6 041 257
Variation de l'écart de change de l'exercice	5 829 920	(4 318 225)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	<b>7 552 952</b>	<b>1 723 032</b>
<b>Attribuable</b>		
Aux actionnaires ordinaires	7 576 935	1 778 494
À la participation ne donnant pas le contrôle	(23 983)	(55 462)
	<b>7 552 952</b>	<b>1 723 032</b>

### 21 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

	2020	2019
	\$	\$
<i>a) Variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement</i>		
<b>Diminution (augmentation) de l'actif courant</b>		
Débiteurs	(1 828 758)	59 201
Stocks	(2 435 254)	(2 513 922)
Charges payées d'avance	26 795	(47 788)
Dépôts versés	524 539	(35 185)
	(3 712 676)	(2 537 694)
<b>Augmentation (diminution) du passif courant</b>		
Créditeurs	2 088 140	(2 583 579)
	(1 624 536)	(5 121 273)
<i>b) Intérêts payés</i>		
Marge de crédit	(7 582)	(41 675)
Dettes à long terme	(784 655)	(1 433 740)
Obligations locatives	(25 710)	(13 581)
Frais bancaires	(249 877)	(187 474)
Débiteures non convertibles	---	(1 010 886)
	(1 067 824)	(2 687 356)
<i>c) Éléments sans incidence sur la trésorerie liés aux activités d'investissement</i>		
Variation des créditeurs liés aux immobilisations corporelles	(1 853 534)	51 469

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2020 et 2019

(en dollars canadiens sauf indication contraire)

### 22 - IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

#### Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat

	2020	2019
	\$	\$
<b>Impôt exigible</b>		
Impôt exigible sur le résultat	768 004	1 403 658
<b>Impôt différé</b>		
Création et renversement des différences temporelles	1 788 301	(1 939 798)
<b>Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat</b>	<b>2 556 305</b>	<b>(536 140)</b>

Le rapprochement du taux d'imposition combiné fédéral (Canada) et provincial (Québec) avec la provision pour impôt s'établit comme suit :

	2020	2019
	\$	\$
Impôt exigible au taux combiné prévu par la loi de 26,5 % (26,6 % en 2019)	12 609 322	4 946 363
Impôt minimum	223 379	---
Écart de taux	194 535	(18 682)
Éléments non déductibles et non imposables	(13 466 960)	(7 457 730)
Variation des actifs d'impôt différé non comptabilisés	2 359 928	2 058 469
Écart entre référentiels comptables	248 899	(68 054)
Éléments sans incidence sur le résultat	(208 785)	(582 527)
Retenues d'impôt étranger	77 257	77 418
Ajustements des années précédentes	348 159	342 290
Autres	170 571	166 313
	<b>2 556 305</b>	<b>(536 140)</b>



## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2020 et 2019

(en dollars canadiens sauf indication contraire)

### 23 - RÉSULTAT PAR ACTION

	2020 \$	2019 \$
Résultat net de base et dilué attribuable aux actionnaires	44 609 088	19 072 196
Nombre moyen pondéré de base d'actions en circulation	588 946 537	579 622 580
Options d'achat d'actions <sup>(1)</sup>	10 037 766	63 124
Nombre moyen pondéré dilué d'actions en circulation <sup>(1)</sup>	598 984 303	579 685 704
<b>Résultat de base par action</b>	<b>0,076</b>	0,033
<b>Résultat dilué par action</b>	<b>0,074</b>	0,033

<sup>(1)</sup> Le calcul des conversions hypothétiques exclut les options dont l'effet est antidilutif. Certaines options sont antidilutives soit parce que leur prix d'exercice est plus élevé que le cours moyen de l'action ordinaire de la Société pour chacune des périodes présentées ou encore parce que l'impact de la conversion de ces éléments sur le résultat net amènerait le résultat dilué par action à être supérieur au résultat de base par action pour chacune de ces périodes. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020, aucune option n'est exclue du calcul du résultat dilué par action (11 300 000 options pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019).

### 24 - INFORMATIONS CONCERNANT LE CAPITAL

En matière de gestion de capital, les objectifs de la Société consistent à maintenir des liquidités adéquates pour financer les activités prévues. La définition de capital inclut les capitaux propres. Le capital de la Société s'établissait respectivement à 91 239 519 \$ et 72 679 468 \$ au 31 décembre 2020 et au 31 décembre 2019.

Les objectifs de la Société quant à la gestion du capital sont de maintenir une flexibilité financière dans le but de préserver sa capacité de satisfaire à ses obligations financières. La Société surveille le capital en tenant compte de sa consommation de trésorerie mensuelle et de ses obligations à court terme liées à ses passifs financiers.

Les autres opérations qui ont un effet sur les capitaux propres sont présentées à l'état consolidé des variations des capitaux propres.

### 25 - ENGAGEMENTS

Au 31 décembre 2020, la Société s'est engagée à acheter auprès de différents fournisseurs non liés des immobilisations corporelles pour un montant de 2 803 884 \$ (905 013 \$ au 31 décembre 2019) et de stocks de fournitures et pièces de rechange pour un montant de 5 516 356 \$ (2 751 717 \$ au 31 décembre 2019). De plus, la Société s'est engagée, auprès de différents fournisseurs non liés, pour des prestations de services d'une durée de moins de 12 mois totalisant 64 603 \$ (225 168 \$ au 31 décembre 2019).

Les paiements requis au cours du prochain exercice totalisent 8 385 271 \$.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2020 et 2019

(en dollars canadiens sauf indication contraire)

### 26 - INSTRUMENTS FINANCIERS

#### Catégories d'évaluation

Les actifs financiers et les passifs financiers ont été classés dans des catégories qui définissent leur base d'évaluation et, dans le cas des éléments évalués à la juste valeur, qui déterminent si les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans l'état consolidé du résultat ou dans l'état consolidé du résultat global. Ces catégories sont les suivantes : actifs et passifs financiers à la JVRN et actifs et passifs financiers évalués au coût amorti. Le tableau qui suit présente la valeur comptable des actifs et des passifs classés dans chacune de ces catégories :

	2020	2019
	\$	\$
<b>Actifs financiers au coût amorti</b>		
Trésorerie	8 895 854	13 599 000
Débiteurs	17 238	18 360
Dépôts versés	2 012 030	1 330 412
	<b>10 925 122</b>	<b>14 947 772</b>
<b>Passifs financiers au coût amorti</b>		
Créditeurs	13 399 981	8 611 338
Marge de crédit	1 086 599	---
Dette à long terme	6 500 103	13 260 160
Obligations locatives	301 551	329 451
	<b>21 288 234</b>	<b>22 200 949</b>

#### Facteurs de risques financiers

De par ses activités, la Société est exposée à divers risques financiers, comme le risque de marché, le risque de crédit et le risque de liquidité.

##### a) Risque de marché

###### i) Juste valeur

La valeur comptable des actifs financiers avoisine la juste valeur en raison de leur échéance rapprochée ainsi que des taux d'intérêt de ces instruments qui avoisinent ceux du marché.

La Société estime que la valeur comptable de tous ses passifs financiers comptabilisés au coût amorti dans ses états financiers consolidés avoisine leur juste valeur. Les actifs et les passifs financiers courants sont évalués à la valeur comptable, qui est considérée comme une estimation raisonnable de leur juste valeur en raison de leur échéance rapprochée. La juste valeur de la dette à long terme n'a pas été déterminée en raison des conditions particulières négociées et des tierces parties concernées.

- Niveau 1 : Évaluation à la juste valeur fondée sur les prix cotés (non rajustés) dans des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;

- Niveau 2 : Évaluation à la juste valeur fondée sur des données, autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des dérivés de prix); et

- Niveau 3 : Évaluation à la juste valeur fondée sur des techniques d'évaluation incluant une partie importante de données relatives à l'actif ou au passif et qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

Au 31 décembre 2020, la Société n'a aucun passif financier à la juste valeur (aucun au 31 décembre 2019).

Il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux au cours de ces exercices.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2020 et 2019

(en dollars canadiens sauf indication contraire)

### 26 - INSTRUMENTS FINANCIERS - (suite)

#### a) Risque de marché - (suite)

##### ii) Risque de taux d'intérêt

Les actifs et les passifs financiers courants de la Société ne sont pas exposés de façon importante au risque de taux d'intérêt en raison de leur nature à court terme ou parce qu'ils ne portent pas intérêt.

La marge de crédit et la dette à long terme portent intérêt à taux fixe et ne sont pas exposées au risque de taux d'intérêt.

##### iii) Risque de change

La Société est exposée au risque de change découlant de son exposition à d'autres monnaies, principalement le dollar canadien et américain.

La Société détient de la trésorerie, des débiteurs, des dépôts versés et des créditeurs en dollars canadiens et/ou en dollars américains. En conséquence, la Société est exposée au risque causé par les fluctuations de taux de change. La Société n'utilise aucun dérivé pour atténuer son exposition au risque de change.

Le tableau suivant présente les soldes en devises étrangères au 31 décembre 2020 et au 31 décembre 2019 :

	2020	2020	2019	2019
	CAD	USD	CAD	USD
Trésorerie	1 312 070	665 025	585 726	122 949
Dépôts versés	224 277	315 711	98 331	465 476
Créditeurs	(608 299)	(509 967)	(948 243)	(568 952)
Obligations locatives	(118 466)	---	(202 469)	---
	<b>809 582</b>	<b>470 769</b>	<b>(466 655)</b>	<b>19 473</b>
<b>Solde net en euros</b>	<b>518 697 €</b>	<b>382 884 €</b>	<b>(319 999 €)</b>	<b>17 023 €</b>

En supposant la constance de toutes les autres variables, un affaiblissement de 5 % des taux de change du dollar canadien et américain aurait généré une diminution approximative de 67 006 \$ du résultat net et des capitaux propres de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020 (augmentation approximative de 24 138 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019). Un renforcement de 5 % des taux de change du dollar canadien et américain aurait généré une augmentation approximative de 70 916 \$ du résultat net et des capitaux propres de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020 (diminution approximative de 18 285 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019).

#### b) Risque de crédit

Le risque de crédit s'entend de la possibilité que la Société subisse une perte de crédit si un tiers qui est partie à un instrument financier venait à manquer à ses obligations contractuelles. Les instruments financiers susceptibles d'exposer la Société au risque de crédit sont la trésorerie et les débiteurs. La Société atténue ce risque en déposant sa trésorerie auprès d'institutions financières canadiennes et internationales jouissant d'excellentes cotes de solvabilité. Cependant, au 31 décembre 2020, un montant de 1 006 430 \$ était détenu auprès de banques situées en Afrique auxquelles aucune cote de solvabilité n'a été attribuée (2 347 810 \$ au 31 décembre 2019). Les dépôts ont été versés principalement pour l'achat de stocks de pièces et fournitures. La Société fait affaire avec ces fournisseurs depuis plusieurs années et est d'avis que le risque de crédit lié à ces avances est faible.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2020 et 2019

(en dollars canadiens sauf indication contraire)

### 26 - INSTRUMENTS FINANCIERS - (suite)

#### c) Risque de liquidité

Le risque de liquidité s'entend du risque que la Société ne soit pas en mesure de satisfaire à ses obligations à leur échéance.

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles des passifs financiers au 31 décembre 2020 :

	Valeur comptable	De 0 à 1 an	De 1 à 3 ans	Plus de 3 ans
Créditeurs	13 399 982	13 399 982	---	---
Dette à long terme <sup>(1)</sup>	6 500 103	4 661 973	2 280 141	---
Obligations locatives <sup>(1)</sup>	301 551	214 129	101 635	---
	<b>21 288 236</b>	<b>19 362 684</b>	<b>2 381 776</b>	<b>---</b>

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles des passifs financiers au 31 décembre 2019 :

	Valeur comptable	De 0 à 1 an	De 1 à 3 ans	Plus de 3 ans
Créditeurs	8 611 338	8 611 338	---	---
Dette à long terme <sup>(1)</sup>	13 260 160	8 009 480	6 486 224	---
Obligations locatives <sup>(1)</sup>	329 451	160 593	183 792	67 564
	<b>22 200 949</b>	<b>16 781 411</b>	<b>6 670 016</b>	<b>67 564</b>

<sup>(1)</sup> Les sommes des échéances à venir concernant ces éléments de passif surpassent leur valeur comptable parce qu'elles incluent à la fois les paiements en capital et en intérêts prévus.

### 27 - TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Les résultats pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020 comprennent une charge de 6 597 730 \$ engagée auprès des administrateurs et dirigeants et de sociétés contrôlées par ceux-ci (5 706 229 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019), incluant des frais de déplacement pour un montant de 73 952 \$ (129 638 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019) et aucun montant d'intérêt sur les débetures (792 269 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019). Ces transactions ont eu lieu dans le cours normal des activités et sont mesurées à la valeur d'échange qui est le montant de la contrepartie établi par les parties liées.

Le tableau ci-dessous résume, pour les exercices respectifs, la rémunération totale versée aux administrateurs et aux principaux dirigeants ayant l'autorité et la responsabilité de planifier, diriger et contrôler les activités de la Société :

	2020 \$	2019 \$
Honoraires et salaires <sup>(1)</sup>	5 882 787	3 988 463
Rémunération en options d'achat d'actions	573 791	734 959
Jetons de présence <sup>(1)</sup>	67 200	60 900
	<b>6 523 778</b>	<b>4 784 322</b>

<sup>(1)</sup> Ces charges sont incluses dans les charges administratives - gestion corporative, à la note 8.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2020 et 2019

(en dollars canadiens sauf indication contraire)

### 27 - TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES - (suite)

Le tableau ci-dessous résume, pour les exercices respectifs, les transactions entre la Société et les administrateurs et principaux dirigeants ayant l'autorité et la responsabilité de planifier, diriger et contrôler les activités de la Société :

	2020	2019
	\$	\$
Transactions avec la Société Fairchild Participation S.A. <sup>(2)</sup>	5 956 739	4 118 100
Remboursement de débentures convertibles	---	10 255 000
Intérêts sur débentures non convertibles	---	792 269

<sup>(2)</sup> Un montant de 5 882 787 \$ inclus dans cette somme est lié à la rémunération de dirigeants de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020 (3 988 463 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019).

### 28 - ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

En janvier 2021, la Société a émis 500 000 actions suite à des exercices d'options d'achat d'actions pour un montant total en trésorerie de 50 000 \$. La valeur des options exercées, qui a été reclassée dans le capital-actions, est de 34 452 \$.

Le 26 février 2021, la Société a contracté 2 emprunts bancaires d'un montant total de 769 198 \$ (329 800 000 francs CFA), portant intérêt au taux de 7,5 % annuellement, remboursable sur trois ans.

Le 7 avril 2021, la Société a obtenu une marge de crédit autorisée d'une banque malienne pour un montant maximal de 2 274 387 \$ (1 000 000 000 francs CFA), portant intérêt au taux annuel de 8 %, et dont la date d'échéance est le 6 avril 2022.